



HERBIGNAC

Solidarités

Règlement intérieur du Conseil d'administration du CCAS

Version n° 1
Créée : 10/2025
Validée : 05/2026
Modifiée :

Table des matières

1. Préambule	1
2. Composition du Conseil d'administration	2
3. Missions et pouvoirs du Conseil d'administration	3
4. Fonctionnement du Conseil d'administration	5
5. Application et modification du règlement intérieur	9
6. Dispositions diverses	10

1. Préambule

Administré par un Conseil d'administration, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est un établissement public administratif doté d'une personnalité morale de droit public lui conférant une autonomie juridique et financière. Il est chargé de mettre en œuvre « une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. Il peut intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables. » (article L. 123-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles CASF).

L'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration du CCAS sont régis par les articles L123-4 à L123-9 et R123-1 à R123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et par le présent règlement intérieur.

Le règlement intérieur s'impose aux administrateurs du Conseil d'administration.

A compter de son approbation en séance, tout membre est réputé en avoir pris connaissance et devra en respecter l'ensemble des dispositions.

2. Composition du Conseil d'administration

Article 1 : Qualité des administrateurs du Conseil d'administration

Le CCAS est administré par le Conseil d'administration présidé par le maire et composé à parité de membres élus, en son sein, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, par le conseil municipal et de personnes nommées par le maire parmi lesquelles figurent :

- Un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l'Union Départementale des Associations Familiales,
- Un représentant des associations de retraités et de personnes âgées,
- Un représentant des associations oeuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion,
- Un représentant au titre des personnes handicapées,
- Un représentant d'une association caritative oeuvrant sur la commune.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret précité, le conseil municipal a fixé par délibération du 10 avril 2026 à **10 administrateurs** la composition du conseil d'administration.

La composition du Conseil d'administration s'établit comme suit :

- M. le Maire, Président de droit,
- 5 membres issus du Conseil municipal
- 5 membres nommés par le Maire

soit un total de 10 administrateurs

Article 2 : Vice-président-e et vice-président-e déléguée au Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L123-6 du CASF, le Conseil d'administration, dans sa séance du 19 mai 2026, et sur proposition du Président, a élu en son sein, en qualité de Vice-Présidente Madame Amandine NOGUES et en qualité de Vice-Président délégué Monsieur Pierre-Luc PHILIPPE.

Article 3 : Durée du mandat

Le conseil d'administration est renouvelé lors de chaque renouvellement du conseil municipal.

Le mandat des administrateurs sortants prend fin dès l'élection et dès la nomination des nouveaux membres et au plus tard dans un délai maximum de deux mois suivant l'élection du conseil municipal.

Le mandat des administrateurs délégués par le conseil municipal et des administrateurs nommés par le maire est d'une durée identique à celui des conseillers municipaux. Le mandat des administrateurs est renouvelable.

Article 4 : **Remplacement d'un administrateur**

Pour respecter le principe de parité en vigueur, il sera procédé au remplacement de tout siège laissé vacant par suite d'une démission volontaire, d'une démission d'office, du décès d'un administrateur ou de tout autre motif.

Pour quelque cause que ce soit, un membre a la possibilité de démissionner de ses fonctions à tout moment, par lettre recommandée adressée au Président du CCAS.

Pour ne pas porter préjudice au bon fonctionnement du Conseil d'administration, les membres qui se sont abstenus de siéger au cours de trois séances consécutives du Conseil d'administration sans motif légitime, peuvent, après que le Président les a mis en mesure de présenter leurs observations, être déclarés démissionnaires d'office :

- Par le Conseil municipal et sur proposition du Maire pour les membres élus,
- Par le Maire pour les membres qu'il a nommé.

Le remplacement des sièges vacants est opéré selon les procédures suivantes :

Pour les membres élus par le Conseil municipal, il est pourvu au remplacement dans les conditions fixées par l'article R.123-9 du CASF. Le siège vacant est pourvu par le conseiller municipal dans l'ordre de la liste à laquelle appartient l'intéressé-e (par référence à la liste présentée lors de la désignation des administrateurs élus du CCAS par le Conseil municipal).

Si la liste dont était issu le membre démissionnaire ne comporte plus de candidat, le siège est pourvu par le candidat de la liste suivante qui avait obtenu le plus grand nombre de suffrages et ainsi de suite, par ordre décroissant du nombre de voix obtenues et ce jusqu'à épuisement des listes.

Pour les administrateurs nommés, le Maire pourvoit à leur remplacement selon les modalités prévues pour les membres nommés et notamment la représentation des associations visées à l'article L.123-6 du CASF.

Le remplacement interviendra dans un **délai de 2 mois** à compter de la date de notification de la vacance du siège. Le mandat d'un membre du Conseil d'administration désigné pour pourvoir un poste vacant expire à la date où aurait cessés le mandat du membre remplacé.

3. Missions et pouvoirs du Conseil d'administration

Article 5 : **Définition et mise en œuvre de la politique d'action sociale sur le territoire communal**

Les décisions prises par le Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des attributions légales conférées au CCAS par le CASF. Les attributions du CCAS relèvent à la fois de missions obligatoires, imposées par la loi :

- La pré-instruction des dossiers de demande d'aide sociale légale (article L.123-5 du CASF),
- La domiciliation des personnes sans domicile stable (article L. 264-1 du CASF),
- Une analyse des besoins sociaux du territoire (article R.123-1 du CASF),
- La tenue d'un fichier des bénéficiaires d'une prestation d'aide sociale légale ou facultative résidant sur le territoire communal (article R.123-6 du CASF).

Et de missions volontaristes, déployées au titre d'une politique d'aide sociale « générale » et « facultative » :

Le CASF laisse ici le soin à chaque CCAS de déterminer ses propres modalités d'intervention afin de mettre en œuvre une « action générale de prévention et de développement social dans la commune », notamment au moyen de prestations en espèces, remboursables ou non, et de prestations en nature, selon les spécificités et les besoins propres à chaque territoire (articles L. 123-5, et R.123-2 à R.123-4 du CASF).

Article 6 : Les pouvoirs du Conseil d'administration

Sauf hypothèse d'autorisation préalable du Conseil municipal prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) (articles L.2121-34 et L. 2241-5), sauf pouvoirs propres du Président (rappelés à l'article 8 du présent règlement intérieur), le Conseil d'administration détient une plénitude de compétences pour régler l'ensemble des affaires du CCAS : toutes les décisions relatives au CCAS doivent émaner de son Conseil d'administration.

Article 7 : Autorisations préalables du Conseil municipal

Un accord préalable du Conseil municipal sera sollicité en amont de toute délibération du Conseil d'administration relative :

- à certains emprunts selon le cadre prévu par l'article L.2121-34 du CGCT, lequel dispose que les délibérations du Conseil d'administration portant sur un emprunt contracté par le CCAS ne seront exécutoires, selon le montant et la durée de remboursement de l'emprunt, que sur avis conforme du Conseil municipal.
- au changement d'affectation, en totalité ou en partie, des locaux, objets mobiliers ou immobiliers appartenant au CCAS, dans l'intérêt d'un service public ou privé quelconque, ou mettant ces locaux à disposition d'un autre établissement public ou privé, ou d'un particulier selon le cadre prévu par l'article L.2241-5 du CGCT.

Article 8 : Attributions propres du Président du CCAS

Conformément aux articles L.123-8, R.123-16 et R.123-23 du CASF, le Président du CCAS détient une plénitude de compétence dans les matières limitativement énumérées ci-après :

- Il convoque le Conseil d'administration. Il préside les séances et en assure le bon déroulement ;
- Il arrête l'ordre du jour qui accompagnera la convocation ;
- Il prépare et exécute les délibérations du Conseil d'administration ;
- Il est ordonnateur des dépenses et recettes du CCAS et, à ce titre, a qualité pour émettre les mandats de paiement et les titres de recettes ;
- Il nomme les agents du CCAS ;
- Il accepte à titre conservatoire les dons et legs et forme, avant autorisation, les demandes en délivrance. L'acceptation deviendra définitive une fois que le Conseil en aura délibéré ;
- Il représente le CCAS en justice et dans les actes de la vie civile.

Article 9 : **Délégation au Président ou à la Vice-présidente ou au Vice-président délégué du CCAS**

Le cas échéant, le Conseil d'administration peut donner par délibération, **délégation de pouvoir et de signature au Président, Vice-Présidente du CCAS et au Vice-Président délégué**, selon l'article R.123-21 du CASF pour les matières suivantes :

- Attribution des prestations dans des conditions que le Conseil d'administration définit ;
- Préparation, passation, exécution et règlement des marchés passés selon la procédure adaptée ;
- Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
- Conclusion de contrats d'assurance ;
- Création de régies comptables ;
- Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- Exercice au nom du CCAS des actions en justice dans les cas définis par le Conseil ;
- Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile.

Le Président, le Vice-Président et le Vice-Président délégué rendent compte, à chaque réunion du Conseil d'administration, des décisions prises en vertu des délégations reçues.

Le Conseil d'administration peut mettre fin à ces délégations à tout moment, par délibération.

4. Fonctionnement du Conseil d'administration

Article 10 : **Périodicité des réunions**

Le conseil d'administration se réunit chaque mois sur convocation du Président ou de la Vice-Présidente. Par manque de dossiers à étudier, le conseil d'administration pourrait ne pas se réunir.

A son initiative ou à la demande de la majorité des membres du conseil d'administration, le Président convoquera le conseil d'administration en réunion supplémentaire.

Article 11 : **Convocation du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du Président, à l'initiative de lui-ci ou à la demande de la majorité des membres du Conseil. La convocation est adressée par le Président à chaque administrateur, par écrit, à l'adresse postale ou électronique donnée par celui-ci, et ce, au minimum **5 jours francs** avant la date de la réunion.

Article 12 : **Ordre du jour**

Les administrateurs reçoivent l'information nécessaire aux prises de décision préalablement aux séances du Conseil d'administration. La convocation est accompagnée de l'ordre du jour détaillé et d'un rapport explicatif sur chacune des affaires soumises à délibération. Ce rapport prend la forme d'une compilation des synthèses de chaque dossier porté à l'ordre du jour comprenant : un exposé des motifs, une proposition de décision, des documents utiles à l'information des administrateurs et le ou les projets de délibérations afférents.

Compte tenu des exigences liées au secret professionnel, les rapports concernant les situations sociales de personnes et des familles sollicitant les aides légales ou les prestations du CCAS seront examinées exclusivement en séance. Ils ne seront pas adressés aux administrateurs.

Article 13 : Quorum

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance. N'entrent dans le calcul de ce quorum :

- ni la voix prépondérante du Président (en cas de partage de voix),
- ni les pouvoirs donnés par les administrateurs absents à un autre membre du Conseil d'administration.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président adresse aux administrateurs une nouvelle convocation, dans les formes et les délais prescrits à l'article 12 du présent règlement intérieur. Lors de cette nouvelle séance, le Conseil d'administration pourra délibérer sur l'ensemble des affaires inscrites à l'ordre du jour, quel que soit le nombre d'administrateurs présents (article R.123-17 du CASF).

Article 14 : Procurations

Un membre du Conseil d'administration empêché d'assister à une séance peut donner à un administrateur de son choix pouvoir de voter en son nom sur les questions figurant à l'ordre du jour de la séance.

Le pouvoir est donné par écrit et mentionne la date de la séance pour laquelle il est donné. Un même administrateur ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Un mandat est toujours révocable. Si l'administrateur qui l'a donné ne peut matériellement récupérer son pouvoir, il notifie sa décision par écrit à l'administrateur qui l'a reçu et adresse une copie de cet écrit au Président avant la séance, s'il ne peut lui-même y assister.

Article 15 : Déroulement des séances

Afin de garantir la confidentialité des informations couvertes par le secret professionnel, les réunions du Conseil d'administration ne sont pas publiques.

Un temps public où sont présentés les dossiers généraux (conventions, aspects budgétaires, marchés...).

Un temps à huis clos où sont examinés les demandes d'aides et les dossiers individuels.

Article 16 : **Secrétariat des séances**

La directrice du CCAS assiste aux réunions du conseil d'administration dont elle assure le secrétariat. En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice, celle-ci est remplacée par la directrice générale des services. La directrice peut intervenir en séance sur demande du Président (article R.123-23 du CASF).

Article 17 : **Organisation des débats ordinaires**

En début de séance, le Président de séance fait adopter l'ordre du jour. Le conseil peut voter des changements dans la présentation chronologique des affaires qui y sont inscrites.

L'ordre du jour étant adopté, les affaires sont examinées dans l'ordre arrêté. Chaque affaire portée à l'ordre du jour fait l'objet d'un résumé sommaire exposé par le Président de séance ou la directrice.

Les réunions se déroulent dans un climat de respect mutuel, d'expression libre et d'écoute réciproque. La parole est accordée par le Président de séance aux membres du Conseil d'administration qui la sollicite. Le Président de séance fixe l'ordre des interventions. Les membres prennent la parole après l'avoir obtenue du Président de séance et selon l'ordre fixé préalablement.

Article 18 : **Organisation des débats financiers**

a) Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

Dans la période de deux mois avant l'examen et le vote du budget primitif, un débat a lieu au sein du Conseil d'administration sur les orientations générales de ce budget. Ce débat s'appuie sur un rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) porté à la connaissance des administrateurs dans les 2 mois précédant le vote du budget. Il est pris acte de ce débat par délibération.

b) Débat sur le budget et le compte financier unique

Les budgets primitif et supplémentaire ainsi que, le cas échéant, les budgets annexes sont proposés au Conseil d'administration par le Président et soumis au vote de celui-ci dans le délai prévu par la loi (article L.1612-2 du CGCT).⁷

Le compte financier unique est présenté par le Président, ordonnateur des dépenses et recettes du CCAS, dans le délai prescrit par l'article L.612-12 du CGCT. **Le Président quitte ensuite la séance, le vote ayant lieu en son absence.**

Article 19 : **Octroi des aides facultatives du CCAS**

Les dossiers et comptes-rendus sociaux des administrés ayant sollicité une aide du CCAS sont anonymisés lors de leur examen en séance d'attribution des aides facultatives du CCAS.

Article 20 : **Formalisation des décisions prises**

Les décisions prises par le Conseil d'administration pour régler les affaires du CCAS sont formalisées par délibérations. Le Conseil d'administration fixe notamment par délibération les différentes prestations en nature et/ou en espèces, remboursables ou non remboursables, que le CCAS attribue, ainsi qu'elles critères et conditions d'octroi de celles-ci.

Article 21 : **Modalités de vote**

Les délibérations du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés. Les abstentions et bulletins nuls ne sont pas comptabilisés comme suffrages exprimés.

Ordinairement, le Conseil d'administration vote à main levée. Le résultat du vote est constaté par le Président de séance, assisté du secrétaire de séance. Les noms des votants avec la désignation de leur vote sont portés au compte-rendu de séance ainsi que les noms des administrateurs qui se sont abstenus. Mention est faite également des votes blancs ou nuls.

En cas de partage des voix lors d'un vote à main levée, celle du Président est prépondérante. Il est voté au scrutin secret toutes les fois qu'il s'agit de procéder à une nomination, ainsi que toutes les fois où le tiers des administrateurs présents le sollicite.

Lorsqu'il est recouru au scrutin secret (notamment pour l'élection du Vice-Président et Vice-Président délégué), si, après 2 tours de scrutin, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue des suffrages déterminée ci-dessus, il est procédé à un troisième tour de scrutin et la nomination ou l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages lors de ce troisième tour, la nomination ou l'élection est acquise au candidat le plus âgé ou par tirage au sort s'ils ont le même âge.

Les délibérations sont votées dans l'ordre des affaires portées à l'ordre du jour, proposé et accepté en début de séance. Le vote d'une affaire est acquis et aucun administrateur ne peut revenir sur un vote antérieur.

Article 22 : **Procès-verbal de séance**

Pour chaque séance du Conseil d'administration, un procès-verbal de séance est rédigé par la directrice du CCAS.

Le procès-verbal retranscrit les conditions de déroulement de la séance, résume chaque point inscrit à l'ordre du jour, les opinions exprimées, les votes et les décisions prises par le Conseil. Il intègre les délibérations selon l'ordre des affaires inscrites à l'ordre du jour de la séance.

Article 23 : **Tenue du registre des délibérations**

Les délibérations, procès-verbaux, et comptes-rendus sont consignés dans le registre des délibérations. Pour assurer la confidentialité des informations protégées par le secret professionnel, le registre est tenu en 2 tomes séparant les actes communicables et non communicables selon les modalités suivantes :

Le registre des actes communicables : il s'agit du compte-rendu chronologique de chaque séance intégrant les délibérations. Les affaires examinées comportant des informations couvertes par le secret professionnel sont mentionnées de façon très succincte dans le compte-rendu en veillant à ce qu'aucune des informations ne puisse conduire à porter atteinte au secret professionnel. Le tome 1 fait alors renvoi au tome 2, non communicable, pour le détail des affaires énumérées.

Le registre des actes non communicables : il comprend les informations nominatives, les informations décrivant la situation sociale et les ressources d'une personne et d'une famille, ou encore celles qui reprennent le montant et les bénéficiaires des aides accordées par le CCAS. Ce volume n'est communicable ni aux particuliers qui en feraient la demande, ni au service du contrôle de la légalité.

Les 2 tomes du registre des délibérations sont signés par tous les membres présents à la séance. Lorsqu'ils sont empêchés de signer, mention est faite sur le registre de la cause qui les a empêchés. Les signatures sont déposées sur la dernière page du compte-rendu de chaque séance.

Les rectifications au compte rendu ne peuvent être demandées par des membres ayant assisté à la séance que lors de la présentation de ce compte-rendu par le Président à la séance suivante. Elles sont consignées dans le compte rendu de ladite séance. Une mention est portée en marge du compte-rendu contesté renvoyant à la rectification enregistrée dans le compte-rendu suivant.

Article 24 : **Affichage des délibérations**

Conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et L.2131-12 du CGCT, les délibérations du Conseil d'administration sont exécutoires de plein droit dès leur transmission en Préfecture, transmission qui devra être complétée de leur publication (pour les décisions à caractère réglementaire).

Il sera donc procédé à la mise en ligne sur le site internet de la commune des délibérations inscrites au registre des délibérations « actes communicables » dans les 8 jours suivant la tenue de la réunion du Conseil d'administration.

Les décisions individuelles d'attribution des aides sont exclusivement notifiées aux intéressés.

5. Application et modification du règlement intérieur

Article 28 : **Application du règlement intérieur**

Le présent règlement intérieur est exécutoire dès son adoption par le conseil d'administration, sa transmission au représentant de l'Etat et sa publication.

Ce règlement annule et remplace toutes les dispositions antérieurement arrêtées par le CCAS.

Article 29 : **Modification du règlement intérieur**

Le présent règlement intérieur peut à tout moment, faire l'objet de modifications par le Conseil d'administration à la demande et sur proposition de son Président ou d'au moins un tiers des membres en exercice dudit conseil.

Après lecture et discussion, le Conseil d'Administration du CCAS, décide à l'unanimité d'adopter le règlement intérieur par délibération du Conseil d'administration en date du 19 mai 2026.

6. Dispositions diverses

Article 30 : **Secret professionnel**

L'article L133-5 du CASF stipule que « toute personne appelée à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des admissions d'aide sociale, et notamment les membres du Conseil d'administration des Centres communaux d'action sociale, sont tenus au secret professionnel dans les termes des articles 226-13 et 226-14 du Code pénal et passibles des peines prévues à l'article 226-13 ».

Article 31 : **Assurance des administrateurs**

Conformément à l'article L. 2123-33 du CGCT, la commune couvre les administrateurs élus pour leurs activités au sein du CCAS.

Concernant les administrateurs nommés, le CCAS cotise auprès de l'URSSAF pour ces membres qui ne bénéficieraient pas d'une couverture sociale à un autre titre.

Le Président,

Franck DUVAL
Maire

